



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2023/n°182/6.1

**OBJET : REGLEMENTATION TEMPORAIRE DU STATIONNEMENT
CONCOURS DE PETANQUE**

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L. 2212-1 et L. 2213-2 à L. 2213-5,
Vu le Code de justice administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,

Vu le Code de la Route, notamment l'article R.417-10,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1 - 8^{ème} partie – Signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu l'Article R.610-5 du Code Pénal,

Vu la demande formulée par Monsieur COMBET Michel, président de l'association LA BOULE SPORTIVE AIGUES-MORTAISE qui sollicite la réservation de trois places de stationnement à l'occasion de la manifestation suivante : Concours de Pétanque.

Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures restrictives en matière de stationnement à l'occasion de la manifestation,

Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité routière sur l'ensemble de la Commune,

ARRETE

ARTICLE 1 : Date/Lieu

Afin de faciliter l'accueil des officiels participants au concours de pétanque, le stationnement des véhicules est règlementé, du vendredi 23 juin 2023 à 08 heures au dimanche 25 juin 2023 à 21 heures.

Trois places de stationnement face au 10 et 10 bis Faubourg du 12 avril – 30220 Aigues-Mortes.

ARTICLE 2 : Arrêté

Les dispositions des arrêtés municipaux en contradiction avec le présent arrêté sont suspendues pendant la période indiquée à l'Article 1.

ARTICLE 3 : Stationnement et Verbalisation

Les véhicules qui se trouvent en stationnement irrégulier, et qui ne respectent pas l'interdiction de stationnement, sont considérés comme gênants. Dans ce cas, le chef de poste de la Police Municipale ou l'agent occupant ses fonctions pourra prescrire la mise en fourrière du véhicule en infraction au frais du propriétaire.

ARTICLE 4 : Délai et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 5 : Application

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale,

Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 29 mars 2023

Le Maire,

Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI

